

**Sous embargo jusqu'au mercredi 16 juin, 01.01 GMT**

## **Les écoles doivent être ouvertes, accessibles et à l'abri des attaques, demandent les enfants africains.**

*Des enfants africains expliquent comment la pandémie de COVID-19 a fait basculer la crise éducative et sécuritaire jusqu'à son point de rupture*

**Nairobi, Kenya/Dakar, Sénégal (16 juin 2021)** – Alors que le continent célèbre la Journée de l'enfant africain et le 30ème anniversaire de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE), les enfants en Afrique envoient un message clair et urgent aux gouvernements et aux donateurs : Sauvez notre éducation et rendez les écoles sûres.

Même avant la fermeture des écoles causée par la COVID-19, des millions d'enfants à travers l'Afrique, touchés par la crise et par les conflits, étaient déjà privés d'éducation. Les enfants d'Afrique subsaharienne ont perdu, en moyenne, 69 jours d'éducation en raison des fermetures d'écoles et de la difficulté d'accéder à l'apprentissage à distance<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, durant la campagne [100 jours d'action](#) de Save the Children, des milliers d'enfants africains ont profité des jours précédant le 16 juin pour parler du manque d'accès à une éducation sûre et de qualité, que ce soit à cause de la pandémie mondiale, un environnement scolaires dangereux ou la discrimination persistante à l'égard des filles.

En Zambie, les enfants font campagne afin d'obtenir plus de financement pour leur scolarisation, en utilisant la radio et les médias sociaux pour demander de nouvelles écoles, de meilleures installations d'assainissement et des mesures d'hygiène pour les protéger du COVID-19. Au Soudan, des enfants ont mené une campagne afin de demander aux autorités et décideurs, y compris l'ambassadeur de l'UE et le ministre du Développement social, comment leur éducation sera restaurée après la COVID-19. Au Puntland, dans le nord de la Somalie, les enfants ont rencontré les ministres de l'Éducation, de la Planification et des Affaires sociales pour leur demander de donner la priorité à l'éducation et également d'investir dans l'apprentissage des enfants pour lutter contre l'impact du COVID-19 sur l'éducation.

**À Addis-Abeba, en Éthiopie, Yakob, 16 ans, a déclaré :** « La COVID-19 m'a affecté de plusieurs manières. Mais le problème majeur que j'ai eu pendant la fermeture de l'école était la dépression. Tu ne peux pas voir tes amis, ni aller à l'école. Être enfermé dans la maison était vraiment difficile pour moi. Ce que je veux accomplir pendant ces 100 jours d'action, c'est être une voix pour tous les enfants. Il y a beaucoup d'enfants et de jeunes en Éthiopie. Je veux être leur voix pour qu'ils ne soient pas abusés, qu'ils soient instruits et qu'ils soient utiles à la société.

Au Mali, des membres du parlement des enfants ont visité un camp de déplacés où 52 enfants vivent dans un centre sans aucun accès à l'éducation, et ont interpellé les dirigeants nationaux, les sensibilisant sur la situation de ces enfants et exigeant le droit à l'éducation pour tous les

---

<sup>1</sup> <https://www.savethechildren.net/news/children-have-lost-more-third-their-school-year-pandemic>

enfants maliens. En RDC, près de 100 filles du territoire de Bunia, touché par le conflit, ont parlé à la fois des progrès et des défis dans leur accès à une éducation sûre.

**Au Mali, Fatima, 15 ans, membre du parlement national des enfants au Mali, a déclaré :** « *Les autorités, les décideurs et les donateurs doivent, dans un premier temps, découvrir ce qui manque vraiment dans les écoles, puis fournir un budget qui puisse couvrir les besoins. L'éducation des enfants dans les zones de conflit est désastreuse. Imaginez un enfant qui va à l'école et la voit en feu ! Il ne voudra bien sûr pas y retourner, il pensera que ce n'est pas un endroit sûr. Et malheureusement, cela existe dans notre pays. Tous les enfants ont droit à une éducation de qualité. Engageons-nous pour que demain ce droit soit respecté partout dans le monde.*

Le COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes dans les systèmes scolaires en Afrique et a un impact catastrophique sur les plus vulnérables qui n'ont accès à aucune forme de protection sociale. Tandis que certaines écoles à travers le continent ont rouvert, de nombreux enfants restent à la maison en raison des conflits, des changements climatiques ou de la pauvreté. Dans le sud de la Somalie, où les écoles ont rouvert, jusqu'à 73% des enfants ne sont pas retournés en classe<sup>2</sup>.

Entre la mi-2017 et la mi-2019, les pays du centre du Sahel que sont le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont connu une multiplication par six des fermetures d'écoles en raison des attaques et de l'insécurité. En fin décembre 2020<sup>3</sup>, alors que le continent continue de répondre à la crise sanitaire, 3864 écoles ont été fermées dans ces pays en raison du conflit, avec huit millions d'enfants non scolarisés et 19 000 enseignants touchés.

**Au Burkina Faso, Salimata\*, en 3eme secondaire, raconte :** « *Je viens d'un village du nord du Burkina Faso. Je suis l'aînée d'une famille de cinq enfants. Je suis venue à Ouahigouya l'année dernière pour sauver ma vie. Dans mon village, toutes les classes sont fermées. Plusieurs fois, nous avons reçu la visite d'hommes armés qui nous ont obligés à arrêter les cours. Cette situation a perturbé mes études et j'ai du mal à rattraper mon retard. Mais j'ai confiance en l'avenir et j'espère réussir dans la vie pour aider ma famille.* »

En Somalie, plus de trois millions d'enfants ne sont pas scolarisés en raison de conflits et d'autres crises<sup>4</sup>. Alors que la situation varie d'un pays à l'autre et entre les zones rurales et urbaines, dans l'ensemble, 56% des enfants non scolarisés sont des filles.

**En Somalie, Farhiya \*, 16 ans, a déclaré :** « *Quand je serai grande, je veux être médecin, mais j'ai peur de ne pas terminer mes études à cause des fermetures d'écoles et de la pandémie. J'ai vu des enfants abandonner l'école parce qu'ils ont perdu leur source de revenus et que leurs familles ne peuvent pas payer les frais de scolarité, ou parce que des filles ont été mariées pendant la fermeture de l'école.*

**Eric Hazard, Directeur des campagnes et du plaidoyer panafricain à Save the Children, a déclaré :** « *Les enfants africains demandent que plus d'efforts soient fait pour protéger leur éducation. La pandémie a montré que l'éducation des enfants reste une faible priorité pour de nombreux gouvernements africains : les enfants perdent des mois d'éducation en raison de conflits, de manque de financement et de décisions politiques ».*

---

<sup>2</sup> Principaux résultats de l'évaluation POST-COVID-19 sur l'éducation, janvier 2021 ; la baisse des inscriptions a gravement touché Lower Juba (-73,7%) Lower Shabele (-38,4%), Nugal (-33,8%) et Banadir (-17,3%).

<sup>3</sup> Février 2021 - Groupe de travail sur l'éducation en situation d'urgence, tableau de bord du Sahel.

<sup>4</sup> <https://www.usaid.gov/somalia/education>

« Bien que nous félicitons l'Union Africaine pour les progrès accomplis dans la réalisation des aspirations de la CADBE et que nous savons que les gouvernements répondent toujours à la crise sanitaire, il faut que l'éducation demeure une priorité pour leur programme d'investissement dans monde post COVID. Avant la COVID-19, les budgets de l'éducation dans la région étaient en baisse. Les gouvernements doivent prioriser l'éducation lorsqu'ils doivent faire des choix difficiles. C'est le moment de rétablir l'accès à l'éducation pour tous et de porter une attention particulière aux filles. »

Save the Children appelle également les dirigeants africains pendant qu'ils se concentrent sur leur réponse à la COVID-19, de veiller à ce que les étudiants et les établissements d'enseignement soient protégés des attaques et d'une utilisation à des fins militaires. Les gouvernements doivent investir davantage pour transformer leurs systèmes éducatifs et l'avenir de l'Afrique, qui compte la population la plus jeune du monde. Malgré les progrès réalisés à travers le continent, l'Afrique subsaharienne est toujours [l'endroit où il est le plus difficile au monde d'être un enfant](#) . Les gouvernements africains doivent reconnaître que les fermetures d'écoles frappent le plus durement les enfants les plus vulnérables et devraient adopter des plans nationaux pour s'assurer qu'ils soutiennent des méthodes d'enseignement à distance appropriées, à faible technicité, inclusives, sensibles au genre et abordables si nécessaire.

Save the Children appelle également les pays qui n'ont pas encore signé la CADBE à le faire. 30 ans après son adoption, 50 pays ont ratifié la CADBE mais des pays manquent encore à l'appel : le Maroc, la Somalie, le Soudan du Sud et la Tunisie. Save the Children encourage les États membres à rendre compte de manière cohérente des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la CADBE et appelle les États membres à mettre en œuvre de manière efficace la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, les engagements de la Déclaration d'Abuja et à veiller à ce que l'[objectif de développement durable 4](#) soit mis en œuvre.

*\*nom changé pour protéger l'identité de l'enfant*

**FIN**

#### **Notes aux rédactions :**

La Journée de l'enfant africain a été instituée en 1991, en mémoire de la révolte étudiante du 16 juin 1976 à Soweto, en Afrique du Sud. À cette époque, les étudiants avaient défilé pour protester contre la mauvaise qualité de l'éducation qu'ils recevaient, et beaucoup d'entre eux ont perdu la vie lors de la manifestation. En 2021, la Journée de l'enfant africain célébrera le 30e anniversaire de l'adoption de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Cette célébration se concentrera sur la manière dont les individus et les gouvernements peuvent accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2040 pour une Afrique digne des enfants.

- La Charte africaine des droits et du bien - être de l'enfant (CADBE) a été adoptée par l' [Organisation de l' unité africaine](#) (de l' OUA) en 1990 (en 2001, l' [OUA](#) est légalement devenue l' [Union africaine](#) ) et est entrée en vigueur en 1999. Comme les [États Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant](#) (CDE), la Charte des enfants est un instrument complet qui énonce les droits et définit les principes et normes universels pour le statut des enfants. La CADBE et la CDE sont les seuls [traités internationaux et régionaux relatifs aux droits humains](#) qui couvrent l'ensemble des [droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels](#) .